



# L'INNOVATION COMME NOUVELLE ARME DE LA PENETRATION DE LA RUSSIE MODERNE

## Triptyque Europe - Ukraine - Russie et approche chronologique d'une relation mouvementée

08/10/2010

Auteur(s) :

Henri KHAYAT

### Avertissement et Copyright

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'AEGE. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps. Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures. Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.



## Mots-clés

---

**Russie, Innovation, Medvedev, Ukraine, Europe, BRUIT, Skolkovo, Rosnano, Poutine, Ianoukovitch, Ianouchenko, MIT, Bouygues, Barnett, Lukoil**



L'année 2010 semble avoir été celle de tous les rebondissements entre la Russie son pays voisin l'Ukraine, avec qui il est plus souvent question de désaccord que d'entente. Néanmoins, le climat entre les deux pays semble s'améliorer autour de problématiques clés sur la scène internationale comme l'innovation.

Malgré l'impression d'un climat favorable, les relations diplomatiques qui relient Moscou à Kiev depuis le 14 février 1992 sont assez tendues. Surtout depuis la Révolution Orange de 2004 qui opposa Viktor Ioutchenko, président sortant pro-américain et soutenu par l'administration Bush à hauteur de 65 millions de dollars<sup>1</sup> (principalement grâce à sa position stratégique sur la rote du pétrole et du gaz, entre la Russie, l'Europe et les Etats-Unis) à Viktor Ianoukovitch. Ioutchenko décroche alors 52% du suffrage et l'emporte sur son rival.

Les points de discorde fondamentaux entre les gouvernements russe et ukrainiens reposent entre autre sur le transit du gaz et le paiement des livraisons par l'Ukraine, la présence de la flotte russe en Crimée et le rapport que l'on peut établir avec les aspirations de l'Ukraine à adhérer ou non à l'OTAN et il faut dire que depuis qu'entre 2005 et 2010, les relations n'ont pas toujours été simple et le président Medvedev était même allé jusqu'à empêcher l'envoi de l'ambassadeur russe en Ukraine en 2009. En 2010, Ianoukovitch remporte les élections et Ioutchenko semble loin derrière avec seulement 5,45% des voix.

Le 30 avril 2010 à Sochi, les premiers ministres Poutine et Azarov se sont félicités de l'augmentation des échanges entre les deux pays sur les trois premiers mois de l'année en comparaison avec l'année dernière. Le premier ministre ukrainien évoqua même l'idée que les solutions de son pays reposaient dans des solutions mutuelles russo-ukrainiennes. On note alors que l'amélioration de ces rapports suscite la plus grande satisfaction de José Manuel Barroso le président de la Commission Européenne qui, après avoir recommandé à l'Ukraine d'entamer des négociations avec le FMI afin de conclure a des accords dans le but de réaliser un ensemble de réformes économiques et sociales. A la clé l'Union Européenne est prête à accorder une aide macroéconomique d'un demi-million d'euros<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> « Les multiples pièces de l'échiquier ukrainien », Jean-Marie Chauvier in *Le monde diplomatique*, janvier 2005, p 4-5

<sup>2</sup> « Ukraine-Russie : l'amélioration des rapports profite à l'UE », *Ria Novosti*, 01/03/10



En avril dernier, les deux premiers ministres russe et ukrainiens respectivement Vladimir Poutine et Nikolaï Azarov se mettaient alors d'accord sur la volonté de lier leurs pays sur plusieurs domaines de coopération comme notamment le pétrole, la défense, le nucléaire, l'automobile, le gaz mais aussi la recherche et le développement. Les accords seront signés par les présidents Medvedev et Ianoukovitch les 17 et 18 mai 2010.

Dans le même temps, le président Medvedev a exprimé sa position sur le fait que l'Ukraine puisse si elle le souhaite intégrer l'Europe aux vues des échanges que la Fédération de Russie exerce avec elle (250 milliards de dollars par an) et des possibilités que l'ouverture à l'ouest représente. Le président Medvedev va jusqu'à dire qu'il est « persuadé que si nous travaillons bien, si nous nous rencontrons plus souvent, nous viendrons au bout des problèmes qui se sont accumulés au cours des années précédentes »<sup>3</sup>.

C'est dans ce contexte favorable au développement des affaires que les deux voisins commencent à réfléchir ensemble sur des objectifs partagés et semblent prendre conscience de leur avenir commun, dans un environnement géographique stratégique entre Europe à l'ouest et Chine à l'est.

C'est donc dans la continuité de ces améliorations diplomatiques que l'on reçoit le discours du vice-premier ministre ukrainien Sergueï Tiguipko, qui en adéquation avec celui de Dimitri Medvedev évoque au sein du parti Ukraine Forte dont il est le président la richesse que peut apporter les bonnes relations avec la Russie. Il prône donc une certaine forme de normalisation des relations, pour les inscrire dans la pérennité ; il est alors question d'un « projet de percée industrielle commune qui consiste à créer des conditions les plus favorables possible pour la coopération industrielle hautement technologique »<sup>4</sup>. Il serait alors question des domaines comme l'aéronautique, l'énergie nucléaire, ou encore la recherche spatiale ou les nanotechnologies pour le formidable potentiel qu'elles représentent.

Alors durant l'été 2010, l'ambassadeur d'Ukraine à Moscou Vladimir Eltchenko annonce que son pays souhaite amorcer une discussion sur d'éventuels partenariats stratégiques. Dans un document transmis par le vice-ministre des Affaires étrangères Grigori Karassine, il est question de « coopération dans les domaines politiques, économiques et humanitaires ». Le nouvel ambassadeur ukrainien à

<sup>3</sup> *Propos tenus lors d'une rencontre avec les militants du parti au pouvoir Russie Unie en mai 2010*

<sup>4</sup> « *Technologie de pointe : Kiev veut intensifier sa coopération avec Moscou* », *Ria Novosti*, 25/06/2010



Moscou nommé le 2 juillet 2010 a pour mission d'évoquer la signature d'une déclaration sur les partenariats stratégiques et d'en discuter les délais.

Le 24 juillet 2010 les discussions semblent s'être accélérées puisque le premier ministre russe Vladimir Poutine a rencontré le président ukrainien dans sa résidence de vacances de Foros (Crimée). La coopération pour la production du gros porteur An-70 semble avoir de beaux jours devant elle.

Un mois après, le 24 août 2010, jour de l'anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine, Vladimir Poutine enverra une lettre à son homologue ukrainien pour lui rappeler à quel point la collaboration entre les deux états est importante, et à quel point, encore une fois, il est stratégique et inévitable pour eux d'envisager un partenariat sur les domaines stratégiques comme les nouvelles technologies.

Le 24 septembre 2010 à Skopje, l'Ukraine a signé le protocole d'adhésion à la Communauté de l'Energie<sup>5</sup>. Dans le même temps, les présidents russe et ukrainien se sont entretenus le 4 octobre dernier lors du premier forum russo-ukrainien à Gelendjik au sud de la Russie (sur le littoral de la mer Noire) en compagnie de leurs ministres et chefs de départements, des chefs de régions et de certains entrepreneurs des deux pays. Il s'agit donc de mettre véritablement en place une coopération transfrontalière, ainsi qu'un espace unique d'information et une économie de l'innovation avec les parcs technologiques dans les régions limitrophes. Lundi dernier, en clôture de ce forum a été signé entre les deux pays le programme de coopération interrégionale et frontalière pour la période de 2011 à 2016.

C'est ainsi que progressivement se dessine la volonté de la Russie de s'éloigner de ses secteurs traditionnels.

L'élan demandé par le président Medvedev et soutenu par son premier ministre Vladimir Poutine repose sur plusieurs piliers comme la « Russian Corporation of Nanotechnologies » ou aussi appelée Rusnano, leader mondial des nanotechnologies et la « Silicon Valley russe »<sup>6</sup> qui verra le jour

<sup>5</sup> « Protocol concerning the accession of Ukraine to the treaty establishing the energy community », Energy Community, Skopje, <http://www.energycommunity.org/pls/portal/docs/728177.PDF>

<sup>6</sup> <http://fr.rian.ru/science/20101006/187574827.html>



dans le village de Skolkovo dans la banlieue ouest à 20 km de Moscou où se trouve déjà une école supérieure de commerce depuis 2006.

L'orientation de la Russie vers les nanotechnologies semble avoir été préparée en amont. Au mois de mai 2010, le plus jeune député de la Duma<sup>7</sup> Evgeniy Smoilov (qui appartient au parti majoritaire Russie Unie) propose un texte qui permet au gouvernement russe de récupérer la totalité de la société Rusnano, dirigé depuis sa nomination le 22 septembre 2008 par une figure incontournable de la politique intérieure du pays : Anatoli Tchoubaïs. Elvira Nabiullina, qui siège au conseil de direction de Gazprom et qui occupe le poste de Ministre chargée du développement économique devait mener cette transition en 3 ans. Finalement, et sur les ordres du président Medvedev, l'année s'avérera suffisante.

Ancien membre du PCUS, fondateur du « club perestroïka », adjoint du président du Comité du Parti de Leningrad (Saint-Pétersbourg) et conseiller économique du maire de l'époque Anatoli Sobtchak, lui-même ancien professeur à la faculté de Droit de Saint-Pétersbourg ayant eu pour élève Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev. La Russie doit à Tchoubaïs la politique de privatisation des biens d'état russe par coupons dans les années 1990, alors qu'il allait orchestrer la réélection de Boris Eltsine en 1996. Il semble donc être l'homme de confiance du Kremlin qui compte financer Rusnano à hauteur de 10 milliards de dollars au début<sup>8</sup>. Tchoubaïs a pour objectif un marché pour l'entreprise de 30 milliards de dollars à l'horizon 2015 contre 142 millions aujourd'hui et il compte bien profiter de l'aide des business angels russes en cherchant à amender le code fiscal russe pour faciliter les investissements.

Le Conseil d'administration de Rusnano est composé entre autres de Andrey Malyshev, n°2, ancien directeur de l'agence fédérale de l'énergie nucléaire et membre du comité de direction de Rosatom (dont l'ancien directeur Yevgeny Adamov fut arrêté en 2005 en Suisse et accusé d'avoir détourné 9 millions de dollars (provenant du US Energy Department) destinés à aider à l'amélioration de la sécurité des centrales nucléaires russes). Ce dernier fut condamné à 5 ans de prison mais fut relâché après suspension de sa peine par le Haut Tribunal russe.

<sup>7</sup> [http://rkomi.ru/en/left/deput\\_senat/gosduma/samoylov/](http://rkomi.ru/en/left/deput_senat/gosduma/samoylov/)

<sup>8</sup> [http://www.semi.org/en/EventsTradeshows/ctr\\_028995](http://www.semi.org/en/EventsTradeshows/ctr_028995)



On trouve aussi à la tête de Rosnano Alexander Losyukov, qui fut ambassadeur de Russie au Japon de 2004 à 2008 et est désormais en charge de la « coopération internationale »<sup>9</sup>. On peut donc prendre conscience que les relations avec l'Asie ont leur importance puisque le vice-premier ministre russe Sergueï Sobianine a entamé des discussions avec Singapour concernant des coopérations étroites dans le domaine de l'innovation<sup>10</sup>. Par ailleurs, les ambitions de la stratégie de l'entreprise s'étendent jusqu'à 2020<sup>11</sup> et sont très optimistes.

La liste des membres du conseil d'administration de Rosnano se compose de personnalités dont l'histoire est souvent mêlée à des secteurs clés telles que :

- Andrey Fursenko (ministre de l'éducation et des sciences russe)
- Elvira Nabiullina (ministre du développement économique russe)
- Mikhail Pogosyan (directeur général de la compagnie Sukhoi)
- Mikhail Prokhorov (président du groupe ONEXIM)
- Evgeny Fedorov (directeur du comité des politiques économiques et entrepreneuriales de la Russie à la Duma)

Depuis la fin de l'été, la Russie augmente sa communication autour de sa société d'état spécialisée, à tel point que le 6 octobre 2010, un académicien russe Leonid Keldych et un professeur américain Alfred Y. Cho ont reçu de concert le prix Rusnanoprize pour leurs travaux de recherche en matière de nanotechnologies. On aura déjà constaté la proximité entre l'Institut académique de physique Lebedev et l'entreprise Rusnano lors de multiples interventions de son directeur, à l'académie.

On peut ici observer un acte intéressant dans le choix des lauréats avec un russe et un américain. En parallèle de cela, on remarquera que la Fondation Skolkovo (présidée par Victor Vekselberg) a intégré dans son conseil de sécurité des personnages importants du monde occidental en les personnes de Martin Bouygues (dont le siège a été confirmé à Nicolas Sarkozy lors de sa récente visite au Forum

<sup>9</sup> <http://www.rusnano.com/Section.aspx/Show/17873>

<sup>10</sup> <http://french.ruvr.ru/2010/09/27/22605319.html>

<sup>11</sup> <http://www.rusnano.com/Document.aspx/Download/17905>



économique international de Saint-Pétersbourg) et Craig Barnett, qui ne fut autre que l'ancien président d'Intel.

La volonté de tisser un réseau autour de ce domaine de compétence semble clairement affiché et la Russie affiche clairement ses ambitions dans les domaines de l'innovation à moyen-long terme. On notera aussi que vient de se terminer un Forum International sur l'innovation<sup>12</sup> à Saint-Pétersbourg et que le Rusnanotech International Forum of Nanotechnology<sup>13</sup> débutera à dans la capitale russe dès le début du mois de novembre prochain, c'est un évènement national attendu par les élites dirigeantes.

Le 23 juin 2010, le président Medvedev s'est rendu dans la Silicon Valley lors de sa visite au président Obama. La Fondation Skolkovo a tissé des partenariats avec le MIT de Boston<sup>14</sup>. Son président Victor Vekselberg qui avait participé à la création de Rusal et Lukoil (avec la fusion TNK et les activités russes de BP) est présent en Afrique du sud dans la prospection de manganèse. Il est aussi actif dans l'énergie et la distribution de gaz via sa holding IES-Holding.

Depuis la rentrée, la Russie donne l'impression de multiplier les déclarations pour favoriser l'opinion à son égard. Elle semble bénéficier d'un formidable vent de dynamisme, son représentant à l'ONU Nikolaï Rakovski. Il évoque même le fait qu'elle veuille devenir un des pays de référence quant à la « qualité de vie de ses citoyens »<sup>15</sup>.

Dans le même temps, le 6 octobre 2010, monsieur Joukov (vice premier ministre russe) et madame Lagarde (ministre de l'économie, de l'industrie et des finances de la France) signaient le 17<sup>e</sup> document de clôture du Conseil Economique en déclarant que les échanges entre la France et la Russie sont particulièrement intenses dans les domaines qu'ils jugent prioritaires comme les hautes technologies, l'industrie aérospatiale, la recherche »<sup>16</sup>.

---

<sup>12</sup> <http://enforum.spbinno.ru/>

<sup>13</sup> <http://www.rusnanoforum.ru/Home.aspx>

<sup>14</sup> <http://web.mit.edu/newsoffice/2010/ia-skolkovo-0624.html>

<sup>15</sup> <http://french.ruvr.ru/2010/10/06/24315654.html>

<sup>16</sup> <http://french.ruvr.ru/2010/10/06/24299342.html>



Il semblerait donc que privatisations, projets d'innovation et investissements ciblés deviennent les nouveaux vecteurs de croissance de la Russie de demain. En ce moment à Moscou se tient le forum VTB Capital : « l'Appel à la Russie », le conseiller du président russe a déclaré que le Kremlin entendait privatiser jusqu'à 50% d'entreprises russes. Il estime que la privatisation est le premier facteur de la croissance avant le projet autour de la Silicon Valley russe Skolkovo et les investissements étrangers.

Des questions viennent alors à l'esprit. On est en droit de se demander si à terme, le gouvernement russe ne souhaite pas tendre vers l'intégration au concept qu'avait introduit Gorbatchev en 1984 de « maison commune » en parlant de l'Europe. L'Ukraine faisant office de cheval de Troie de la Fédération de Russie.

L'idée du rapprochement avec l'Europe découle d'une succession d'indices comme par exemple le fait que beaucoup des démarches entreprises par la Russie sur le sujet de l'innovation et en particulier celles mises en place avec l'Ukraine sont réalisées dans le cadre du « BRUIT project innovation & research »<sup>17</sup> qui propose de guider et développer des politiques d'innovation entre ces deux pays et cherchant à coller au modèle méthodologique de recherche socio-économique et aux indicateurs de la Commission Européenne et de son « TrendChart on innovation »<sup>18</sup>. Le projet dure 16 mois et implique des chercheurs britanniques, luxembourgeois, russes et ukrainiens.

Maintenant que les tensions avec l'Ukraine sont retombées et que le risque de rapprochement avec l'OTAN a disparu, la Russie semble vouloir instaurer un nouveau souffle à la zone. Tout semble avoir été bien préparé pour qu'à terme, et sûrement à travers l'innovation, et plus particulièrement les nanotechnologies la Russie occupe une place de premier rang au sein de l'Europe, vers qui elle place déjà toutes ses zones de pouvoir (tiers occidental du pays). L'Allemagne ayant passé des accords de bon fonctionnement avec elle (la Russie) et entraînant la Pologne avec lui, les conditions semblent réunies pour qu'à l'horizon 2015-2020, l'Europe puisse voir dans le renouveau de l'économie russe un facteur de développement et un gage de stabilité et de sécurité pour les années à venir.

<sup>17</sup> <http://www.inco-bruit.eu/English/index.html>

<sup>18</sup> <http://130.88.70.93/research/areas/portals/innovation/Ourresearch/Currentprojects/INNOPolicyTrendChartonInnovation.aspx>  
AEGE - Réseau d'experts en Intelligence Economique©